

Maghreb Canada Express

Édition Numérique
NOVEMBRE 2024

Pour nous joindre, Téléphone : (+1) 514-576-9067, Courriel : contact@elfouladi.com

© Les Éditions Maghreb Canada



DISCOURS ROYAL À L'OCCASION DU 49^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MARCHÉ VERTE

Du Nouveau pour les Marocains du Monde

(Page 3)



Photo : DR

**À LIRE ÉGALEMENT
DANS CE NUMÉRO**

- * Faut-il avoir peur de Donald Trump ?..... (Page 2)
- * La France reconnaît la pleine souveraineté du Maroc sur son Sahara dit "occidental"..... (Page 4)
- * Le président Macron à la Tribune Marocaine !.....(Page 6)

YouTube @MCE_NET

Visitez notre Chaîne YouTube

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2005
Distribution à Montréal et Paris
ainsi que dans la ville de Jeddah

© Les Éditions Maghreb Canada

@MCE_NET

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Faut-il craindre Donald Trump en tant que président des États-Unis ?



Par Mustapha Bouhaddar

D'après le journal "Libération" Un retour au pouvoir du milliardaire, très plausible au vu des différents sondages qui le donnent au coude-à-coude avec son adversaire Kamala Harris, pourrait tout simplement annoncer la fin de la démocratie dans le pays.

A moins d'une semaine avant une élection présidentielle qui pourrait changer la face du monde. Le retour de Donald Trump au pouvoir pourrait tout simplement annoncer la fin de la démocratie aux États-Unis.

N'oublions pas que pendant son mandat, Trump a signé des décrets restreignant l'immigration — notamment issue de pays musulmans —, procède à une extension du mur à la frontière avec le Mexique, retire son pays de l'accord de Paris sur le climat et de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien, et reconnaît Jérusalem comme capitale d'Israël.

La construction d'un mur à la frontière avec le Mexique pour endiguer l'immigration illégale vers la première économie mondiale. Il a également dévoilé ses plans anti-immigration. Cinq jours seulement après sa prise de fonction, le nouveau président républicain a signé, en grande pompe, un décret fixant comme objectif de « sécuriser la frontière sud des États-Unis grâce à la construction immédiate d'un

mur ». Le président du Mexique a assuré qu'il ne paierait pas ? « Il est obligé de dire cela », a-t-il répondu. « Mais moi je vous le dis : il y aura un paiement, même si le montage sera peut-être compliqué ». « Il est évident que nous avons quelques divergences avec le prochain gouvernement des États-Unis, comme au sujet du mur que, bien entendu, le Mexique ne paiera pas », avait affirmé début janvier son homologue mexicain.

Donald Trump a également défendu la mise en place annoncée du gel de l'entrée de ressortissants de certains pays musulmans en affirmant qu'il fallait agir dans un monde devenu « un foutoir complet ». « Ce n'est pas une interdiction contre les musulmans mais cela concerne des pays qui ont beaucoup de terrorisme », a affirmé le nouveau président des États-Unis dans un entretien diffusé sur ABC. « Je ne veux pas de terrorisme dans ce pays », a-t-il ajouté, refusant de donner la liste des pays qui seraient visés par ces mesures, mais réaffirmant sa conviction que l'Europe avait fait « une énorme erreur en autorisant des millions de personnes à aller en Allemagne et dans d'autres pays ».

Certains minimisent le danger, rassurés par le fait que Trump a déjà été président et que la démocratie a tenu le coup : c'est méconnaître l'histoire des dictatures modernes et sous-estimer l'avancée fulgurante des soutiens trumpistes, allant de la Cour suprême à Elon Musk en passant par les médias Murdoch et des milices puissamment armées et prêtes à tout. « Nous n'avons pas besoin de voir à quoi ressemblerait à la Maison Blanche un Donald Trump plus âgé, plus fou, sans garde-fou », avait mis en garde Barack Obama, tandis que la candidate qui porte la lourde responsabilité d'empêcher le cauchemar de se réaliser, la vice-présidente Kamala Harris, a exhorté les Américains à ne pas confier leur destin à un « petit tyran ». Dans la soirée du mardi 29 octobre, ses partisans se sont réappro-

prié l'Ellipse, vaste étendue de pelouse entre la Maison Blanche et l'obélisque du Washington Monument, là où le 6 janvier 2021 Donald Trump avait appelé ses supporters à marcher sur le Capitole. Dans les 913 sondages publiés à ce jour par 143 instituts et statisticiens différents sur les intentions de vote, le coude à coude se maintient. Des deux candidats, seule Harris a annoncé qu'elle reconnaîtra le choix des électeurs, même s'il lui était défavora-

ble. Il lui reste moins d'une semaine pour convaincre l'Amérique de ne pas répondre à l'appel du gouffre.

Le cauchemar est imminent, car sans aucun doute et j'espère me tromper, l'Amérique machiste ne votera pas pour une femme.

Pire : Plusieurs ont voté, non pas pour Trump, mais contre Kamala... Et Trump a gagné ! (NDLR)



VENIR AU CANADA
services et conseils en Immigration

Recruteur International (Etudiants Etrangers)
Permis d'Etudes et Prolongation
Permis de Travail et Prolongation
Parrainage des Epoux, Conjointes des faits
Visa Visiteurs (Touristes, Parents ...)
Citoyenneté et Carte de Résident Permanent
Lettre d'invitation

www.veniraucanada.net

Cabinet de Consultants Réglementés en Immigration Canadienne **CRIC R 514104**

Membre de Registre Québécois
Des Consultants en Immigration: **11708**

Commissaire à l'assementation pour le Québec et extérieur Québec **N 213745**




Driss NADIR
Consultant Réglementé En Immigration Canadienne (CRIC)

+1 514-660-8027
+1 514-660-3800

www.veniraucanada.net
info@veniraucanada.net

645, Boulevard Décarie, Bureau 05, Saint-Laurent, Québec, H4L 3L3.



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada 





DISCOURS ROYAL À L'OCCASION DU 49^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA MARCHE VERTE La refonte de la gestion des affaires des MRE au cœur des stratégies de défense de l'intégrité territoriale et de développement socio-économique du Royaume



Dans son Discours du 06 novembre 2024, commémorant le 49^e anniversaire de la Glorieuse Marche Verte, Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a jeté les bases d'une véritable inflexion institutionnelle qui met la communauté marocaine résidant à l'étranger au cœur du dispositif de défense de l'intégrité territoriale et de développement socio-économique du Royaume.

S'inscrivant dans la droite ligne du Discours Royal d'ouverture du Parlement, un mois auparavant, où le Souverain avait dressé les avancées enregistrées et les défis à relever dans le dossier du Sahara marocain, le Discours de la Marche Verte intervient également dans la suite de celui d'août 2022, où Sa Majesté Le Roi avait dressé un diagnostic sans concession de la gestion des affaires de la communauté et donné ses hautes directives pour une refonte globale de l'action des Instances étatiques en la matière.

Dans cet esprit, Sa Majesté Le Roi a choisi d'aborder la question des MRE à l'occasion d'un Discours hautement symbolique, en l'occurrence celui de la Marche Verte, preuve d'une asso-

ciation intangible entre Cause Nationale et Marocains du monde, ces derniers ayant de tout temps constitué des ambassadeurs et défenseurs inaliénables de la marocanité du Sahara et des acteurs actifs et volontaires au développement socio-économique de leur mère-patrie, n'en déplaise à quelques marginaux, inféodés à des agendas étrangers.

Au bénéfice de capitaliser sur cet acquis stratégique, la refonte du champ de gestion des affaires des MRE, ordonnée par le Souverain, reposera sur deux piliers :

D'abord, revoir le cadre institutionnel du Conseil de la Communauté Marocaine à l'Etranger (CCME) de manière à ce qu'il exerce, désormais, pleinement ses attributions consultatives et délibératives, qu'il se transforme en organisme plus représentatif des MRE et qu'il joue le rôle de véritable force de proposition, une mission qui lui a toujours été prédestinée.

Ensuite, la création de la Fondation Mohammedia des Marocains résidant à l'étranger, une nouvelle agence publique dotée d'une vocation de "bras opérationnel" de la politique

publique en direction des MRE.

Sur la forme, l'appellation "Mohammedia", hautement symbolique, traduit toute la Haute Sollicitude Royale envers les Marocains du monde, eu égard à la particularité des liens spirituels et de Baïaa qui lient cette communauté de citoyens à leur Institution Monarchique.

Sur le fond, cette nouvelle Instance aura pour mission principale de regrouper les attributions aujourd'hui éparpillées entre une multitude d'intervenants nationaux et assurera, chemin faisant, la coordination et la mise en œuvre de la "stratégie nationale des MRE", y compris le "Mécanisme national de mobilisation des compétences MRE".

En somme, les nouvelles Directives Royales visant le volet des MRE inculquent une dynamique certaine et un souffle nouveau aux relations multidimensionnelles de la diaspora marocaine avec son pays d'origine.

Renforcement des liens avec la mère-patrie, implication plus prononcée dans la stratégie de défense de l'intégrité territoriale, mobilisation des compétences, meilleure représentativité, facilités administratives et apport plus accentué dans le développement socio-économique du Royaume sont les axes-clés de la Vision Royale, dont la mise en exergue reviendra aux départements concernés, dans le sillage de l'inflexion institutionnelle ordonnée par le Souverain.

Une telle refondation constitue, in fine, un moment crucial de transformation à même de rationaliser l'action étatique en la matière et de donner plus de visibilité, après une expérience faite d'hésitations en ce qui concerne le rattachement du "département en charge des MRE".

© Une production

**LES ÉDITIONS
MAGHREB CANADA**

"D'un Continent à l'autre"

1485, rue des Roses
Sherbrooke (Qc) J1E 4J2
Canada.

ISSN 1708-8674

DÉPÔT LÉGAL: 2550843

**Directeur de Publication
et Rédacteur en Chef**

**Abderrahman EL FOULADI
INFORMATION / PUBLICITÉ**

Tél : 514-576-9067

Courriel : contact@elfouladi.com

CHRONIQUEURS

*Mustapha Bouhaddar, Écrivain
(France)*

*Abderrazaq Mihamou
(Maroc)*

*Pr. Moha Ennaji
(Maroc)*

*Ahcene Tahraoui, Journaliste,
(Canada)*

IMPRESSION

*Hebdo Litho, Saint-Léonard
(Montréal, Québec)*

**MAGHREB CANADA
EXPRESS (MCE)** est un
mensuel édité et distribué au
Canada depuis le 1^{er} Juillet
2003. Les éditions papier et
(ou) numérique sont offertes
gratuitement. Si le journal est
imprimé, il est distribué dans
les commerces ainsi que dans
des lieux publics à Montréal,
Brossard, Laval et dans la ville
de Sherbrooke, et ce, depuis sa
création.



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003

Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



Un mois au Maroc...



VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FRANÇAIS AU MAROC

La France reconnaît la pleine souveraineté du Maroc sur son Sahara dit "occidental"



Le Président Macron au Parlement Marocain

Souvenez vous, il y a un peu plus qu'une année, le Maroc avait décidé d'ignorer la proposition d'aide française après le tremblement de terre du 8 septembre 2023.

Le séisme ayant ravagé le Haut Atlas avait causé près de trois mille morts et fait des milliers de blessés et des dizaines de milliers de sans-abri. M. Emmanuel Macron n'était pas le bienvenu dans le Royaume chérifien. Le 16/09/2023, l'agence de presse marocaine officielle (MAP) publiait ainsi un communiqué annonçant qu'une visite du président français n'était « ni à l'ordre du jour ni programmée ». Cette mise au point lapidaire survenait quelques heures après que la ministre des affaires étrangères françaises, Mme Catherine Colonna, eut déclaré que M. Macron comptait se rendre bientôt au Maroc.

Déjà avant cela, les autorités de Rabat ne cachaient pas leur irritation, le locataire de l'Élysée s'étant adressé directement aux Marocains via une vidéo diffusée sur le réseau X (ex-Twitter) pour leur exprimer sa solidarité et celle de son pays. Pour nombre de responsables, il s'agissait là d'un acte de condescendance à l'égard d'un État souverain « coupable » d'avoir snobé la main tendue française — de même que les offres venues de près de quarante autres capitales — pour ne retenir que les secours proposés par les Émirats

arabes unis, l'Espagne, le Qatar et le Royaume-Uni.

Cette polémique n'a fait que renforcer un malaise déjà palpable entre les deux pays. En effet, les relations entre Rabat et Paris se sont dégradées depuis la reconnaissance par les États-Unis de la marocanité du Sahara occidental en décembre 2020. Le ministre des affaires étrangères, M. Nasser Bourita, s'était alors empressé de sommer les alliés occidentaux de son pays de s'aligner sur la position américaine.

D'où vient ce retournement de situation ?

Depuis que le chef de l'État français a reconnu cet été la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, les relations entre les deux nations se sont réchauffées. Les dirigeants des deux pays entendent tirer un trait sur une série de contentieux et retisser des liens historiques profondément distendus par trois ans de brouilles. E. Macron a déclaré que pour la France, le présent et l'avenir de ce territoire s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine.

A la clé, plus de 10 milliards d'euros sur la table. La France et le Maroc ont conclu, le 28 octobre 2024, plusieurs accords à l'occasion de la visite d'État d'Emmanuel Macron, accueilli en grande pompe par le Roi Mohammed VI. Grâce à ce nouveau partenariat, plusieurs entreprises françaises devraient voir le jour au Royaume. Il

est également prévu la mise en place de 18 TGV reliant Tanger à Marrakech, des centrales solaires et éoliennes, ainsi qu'une usine de traitement de déchets : Un choix stratégique selon Antoine Armand, ministre de l'Économie.

Coté transports, le groupe Egis participera à la réalisation du second tronçon de la ligne de train à grande vitesse Tanger-Marrakech, dont le premier tronçon avait été inauguré en 2018. Alstom va y prendre part en négociant la fourniture de 12 à 18 rames de TGV.

L'équipementier aéronautique Safran va aussi mettre en place au Maroc un site de maintenance et de réparation de son moteur vedette LEAP. Cet atelier de 25.000 m² sera situé dans la zone aéroportuaire de Casablanca et devrait être opérationnel "d'ici 2026", selon Safran. Il sera accompagné de la création d'environ 600 emplois directs à horizon 2030.

Le transporteur maritime CMA CGM va également s'associer avec Marsa Maroc pour "équiper et exploiter" pendant 25 ans la moitié du terminal à conteneurs de "Nador West Med", dans le nord du Maroc. CMA CGM et l'entreprise marocaine vont créer une co-entreprise pour équiper 35 hectares du terminal à conteneurs ainsi que 750 mètres de quai. Les investissements doivent s'élever à 280 millions de dollars sur 25 ans.

La reconnaissance de la marocanité du Sahara

D'après "Le Monde Diplomatique", désormais publiée sur le site du ministère des affaires étrangères français, la fragile limite (sur la carte), qui laissait supposer que le Sahara occidental était, aux yeux de Paris, une entité distincte du reste du territoire, fut gommée mardi 29 octobre dans la soirée, quelques heures après qu'Emmanuel Macron ait réitéré, devant le Parlement, à Rabat, au deuxième jour de sa visite d'État dans le Royaume, la « reconnaissance » par la France de la « souveraineté marocaine sur le Sahara occidental ».

Outre cette modification cartographique lourde de sens politique, Jean-Noël Barrot, le patron du Quai d'Orsay, a annoncé, le même jour, lors d'une conférence de presse, aux côtés de son homologue marocain, Nasser Bourita, que Paris allait « accroître [son] action consulaire et culturelle » au Sahara occidental, en vue d'y « ouvrir une Alliance française ». Les choses s'accélérent donc dans le repositionnement de la France sur le dossier sahraoui, qui, avait précisé M. Macron devant les

députés marocains, « n'est hostile à personne », allusion à l'Algérie, soutien des indépendantistes du Front Polisario.

Et maintenant ? Si Paris hâte le pas, si son revirement va créer une nouvelle dynamique diplomatique — notamment au sein de l'Union européenne (UE) et au Conseil de sécurité des Nations unies — favorable à la cause marocaine, le contentieux autour du Sahara occidental ne va pas se régler comme par enchantement. Bien des hypothèques demeurent, qui vont prolonger le casse-tête. Aux yeux du droit international, l'ancienne colonie espagnole, que Madrid a quittée, en 1975, dans la confusion du crépuscule franquiste, reste un « territoire non autonome » voué à l'« autodétermination ». La cascade de reconnaissances diplomatiques de sa « marocanité », dont celle de la France est la plus récente — après les États-Unis en 2020 —, ne change rien à ce stade aux données fondamentales du litige selon la partie adverse.

La France serait-elle arrivée en retard ?

Rabat a multiplié les pressions sur la France pour qu'elle reconnaisse la souveraineté du Maroc sur ce territoire. Dans une lettre adressée au Roi Mohammed VI en juillet dernier, Emmanuel Macron reconnaît que le plan marocain d'autonomie du Sahara occidental de 2007 est « la seule base pour aboutir à une solution politique juste » avec l'Algérie. L'écrivain marocain Tahar Ben Jelloun trouve que La France arrive en retard par rapport à d'autres pays européens. Il affirme s'être entretenu avec Brigitte Macron à ce sujet. « Je lui ai dit simplement que la cause du Sahara est une cause sacrée au Maroc. C'est un territoire marocain depuis des siècles, qui a été occupé par l'Espagne et libéré en 1975. L'Algérie a voulu mettre là-bas un mouvement séparatiste pour mettre un État qui serait sous sa direction, le Front Polisario. Or le Maroc veut son intégrité territoriale », explique-t-il. Selon lui, « 102 États ont reconnu cette "marocanité". La France a traîné des pieds à cause de l'Algérie ».

Tahar Ben Jelloun pointe du doigt « la rente mémorielle » qu'appliquerait l'Algérie sur la France. Cette même expression aurait été tenue par Emmanuel Macron lors d'une rencontre en 2021 avec des jeunes descendants de protagonistes de la guerre d'Algérie.

Par Mustapha Bouhaddar



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke
© Les Éditions Maghreb Canada





touristanbul

CHAQUE ESCALE EST UNE OPPORTUNITE POUR DECOUVRIR CETTE VILLE SUPERBE

Touristanbul est un service gratuit à Istanbul pour les passagers internationaux ayant une escale d'une durée comprise entre 6h et 20h à l'aéroport d'Istanbul.



A STAR ALLIANCE MEMBER 

VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FRANÇAIS AU MAROC

Le président Macron à la Tribune Marocaine !



Par Abderrafie Hamdi

Nous nous souvenons tous de ce jour tragique, le mardi 12 septembre 2023, lorsque la terre tremblait encore sous les pieds des habitants des régions d'Al Haouz et de Souss, secoués par des répliques sismiques. Les équipes de secours étaient mobilisées sur le terrain, cherchant les disparus et portant assistance aux victimes d'un séisme dévastateur, qui avait ravagé des vies humaines, des animaux et des constructions. C'est dans ce contexte tragique que le président français est apparu ému sur le réseau "X" (anciennement Twitter), s'adressant directement aux Marocains, alors que les relations franco-marocaines traversaient une période particulièrement tendue.

Cette intervention, bien que marquée par une grande politesse et une offre d'aide, a suscité une vague de colère sur les réseaux sociaux. Pour de nombreux Marocains, voir le président d'une ancienne puissance coloniale s'adresser directement à eux sans passer par les voies diplomatiques habituelles avait quelque chose d'inapproprié. Le Maroc est une monarchie avec plus de quatre siècles de tradition diplomatique, et cette intervention française était perçue comme un écart protocolaire.

Qui aurait imaginé que presque un an plus tard, le même président serait accueilli par les Marocains avec une chaleur sincère, dépassant le cadre du protocole ? Emmanuel Macron a, en effet, prononcé un discours profond depuis la tribune du Parlement marocain, un discours qui tenait plus d'une conférence académique que d'une intervention politique. Avec courage, il a abordé des ques-

tions historiques, économiques, culturelles et des dossiers sensibles. Son discours, riche et complexe, avec des termes bien choisis et un langage soigné, a mis en lumière sa connaissance du Maroc, au point que nos parlementaires ont choisi de ne pas utiliser les dispositifs de traduction, préférant suivre en français.

Néanmoins, accueillir un chef d'État étranger au Parlement est une pratique ancienne, qui, au XXe siècle, est devenue un symbole de la qualité et de la hauteur des relations bilatérales. Ce genre d'interventions reste gravé dans les mémoires, comme celle du président Kennedy en 1963 au Parlement allemand, affirmant la solidarité des nations démocratiques avec Berlin : "Ich bin ein Berliner," "je suis Berlinois", ou encore celle d'Angela Merkel au Congrès américain en 2009, rappelant que "la démocratie est une force fragile nécessitant l'engagement de chaque génération".

Dans son discours, Macron a cité l'ambassadeur marocain Abdallah Ben Aïcha, figure emblématique du Maroc diplomatique et militaire, qui, au XVIIe siècle, refusa de s'entretenir avec les envoyés de Louis XIV tant qu'il n'avait pas été reçu en tant qu'ambassadeur officiel du sultan Moulay Ismaïl. Une fois cela acquis, il prononça un discours en arabe, traduit par le célèbre peintre français Eugène Delacroix. Par cette référence, Macron a habilement illustré la profondeur des relations maroco-françaises, et, en tant que président, il n'a pas esquivé les blessures de la période coloniale, mais les a abordées comme partie intégrante de l'histoire commune.

L'un des moments les plus marquants du discours a été lorsque Macron a réaffirmé la reconnaissance par la France de la marocanité du Sahara. Sa voix claire et ferme, dépassant symboliquement les frontières fermées entre le Maroc et l'Algérie, a suscité une vive émotion dans l'hémicycle. Ce moment de vérité a été perçu comme un acte de courage, consolidant les relations bilatérales et témoignant du respect mutuel.

Ainsi, bien qu'il soit le quatrième président français à s'exprimer devant le Parlement marocain après Chirac, Sarkozy et Hollande, ce discours d'Emmanuel Macron restera comme l'un des plus significatifs par son impact politique.

Quant au refus de Louis XIV de marier sa fille au sultan Moulay Ismaïl, malgré les éloges de l'ambassadeur Ben Aïcha, cela appartient à une autre Histoire.

Visite d'État du Président français au Maroc
Souvenirs de la Première Dame

La Première Dame, Brigitte Macron, prend l'avion présidentiel en tenant le bras de son époux à l'aéroport de Rabat, après une visite d'État de trois jours. En route vers Paris, j'imagine la conversation des Macron, que ce soit à bord ou plus tard au Palais de l'Élysée, tentant de saisir l'essence de tout ce qu'ils ont vu et vécu au Maroc. Devant eux, des images se succèdent, mêlant histoire, culture, protocoles et politique.

"Tout cela est-il lié à notre position sur la question du Sahara marocain ?" se demande Brigitte. Puis elle ajoute : "Mais comment oublier l'accueil dans cette école publique et le sourire de ces enfants ? Un sourire si enchanteur, qui touche le cœur et l'imaginaire. Moi qui ai passé ma vie à enseigner, je reconnais bien la sincérité d'un sourire."

Jacques Chirac avait raison dans ses mémoires "Le Temps présidentiel", où il avoue son amour pour le Maroc, au-delà du climat et de la géographie : Un attachement à l'histoire, à la civilisation, et aux Marocains eux-mêmes. Pour moi, Brigitte Macron, en tant que Première Dame, partage bien des traits avec l'incomparable Bernadette Chirac : le goût de l'authenticité, l'appréciation du patrimoine commun, et une influence marquée par l'humanité.

Une visite d'une telle envergure et d'une nature si particulière pouvait-elle être

affectée par les débats à Paris autour de l'ampleur de la délégation présidentielle, au nom de la préservation des finances publiques ? Ou par les intérêts de la France entre Rabat et Alger ? Malgré les critiques répétées, même populistes, on doit reconnaître à la Cinquième République d'avoir ancré le droit à la différence dans la pratique démocratique, d'en avoir encadré les formes, et de l'avoir intégré. Ainsi, les médias publics français laissent place à toutes les opinions, dans un esprit de dialogue.

Au Maroc, l'espoir aurait été de voir s'élever le débat public, de voir ceux qui expriment leurs réserves ou critiques – même si leurs voix sont rares – partager leurs points de vue, analyser les accords signés, et poser des questions concrètes : Le Maroc a-t-il perdu en fermant la porte à la concurrence internationale ? Les prochaines négociations seront-elles plus intenses ? Quel sera l'impact du transfert de savoir-faire après la réalisation des projets visés par ces contrats ? Les critiques auraient aussi pu interroger les sources de financement, la nature des prêts, leur durée et leurs taux d'intérêt.

Hélas, le débat est retombé dans un discours de "colonialisme", "néocolonialisme", "mouvement de libération nationale" et "bourgeoisie hybride".

Par Abderrafie Hamdi



Au Service de nos Communautés depuis 2003

Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada



VISITE D'ÉTAT DU PRÉSIDENT FRANÇAIS AU MAROC

Réaction, à chaud, à la reconnaissance, par le Président Français, de la Souveraineté du Maroc sur son Sahara

Le Maroc a réservé un accueil Royal, dans le bon sens du terme, au président de la République française Emmanuel Macron et à la batterie de ministres qui l'accompagnent. La visite a porté ses fruits par la signature de plusieurs contrats qui vont faire bouger l'économie française qui passe par une impasse. Les accords et contrats d'investissement entre les deux pays dépassent un montant total de 10 milliards d'euros couvrant l'énergie, le ferroviaire, l'aéronautique et l'agriculture entre autres secteurs. C'est ce que matérialise cette visite qui témoigne de la réputation de la monarchie et du pouvoir marocain dans la région.

Ce qui a marqué cette visite c'est le nombre important de personnalités représentant la diaspora marocaine en France et qui représentent tous les secteurs d'activité où ils œuvrent avec brio en dévelop-

pant de la diplomatie parallèle en faveur de leur pays d'origine; le Maroc.

Avec plus d'un million de Marocains en France ils représentent une communauté importante qui opère dans divers secteurs d'activité et dont l'impact sur la société française est significatif.

Rôle de la diaspora marocaine en France

Sur un plan socio-économique, nombreux sont les membres de la communauté marocaine de France qui occupent et excellent dans divers domaines clés et contribuent de manière significative et importante au développement du tissu économique et culturel de la France. En outre, la participation active de ces membres à la vie sociale et professionnelle du pays constitue un facteur important pour le développement des relations diplomatiques et économiques entre la

France et le Maroc. Généralement, la communauté marocaine en France a une influence dans plusieurs domaines stratégiques. Ils participent activement au dialogue inter générationnel qui verse dans l'intégration des jeunes générations à la culture marocaine comme l'a si bien confirmé feu Hassan II « *Un Marocain peu importe là où il est installé, il restera marocain dans l'âme* ».

L'engagement de la communauté marocaine en France envers la question du Sahara est profondément enraciné et se manifeste de différentes manières. Considérée comme une question centrale pour tous les Marocains, la communauté exprime un fort soutien à la revendication de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidentale. Cette position est défendue avec conviction à travers une mobilisation constante, des manifestations pacifiques de grande envergure et des ini-

tiatives de sensibilisation visant à faire valoir la position officielle du Maroc de manière percutante. La diaspora marocaine en France joue donc un rôle crucial dans la sensibilisation et la mobilisation autour de cette question, tant au sein de la société française qu'au niveau international.

Le nombre de pays ayant reconnu la souveraineté marocaine sur son Sahara est un indicateur crucial pour évaluer la légitimité et le soutien international dont bénéficie cette revendication. Les données factuelles précises concernant le nombre de pays qui ont fait cette reconnaissance sont essentielles pour éclairer le débat. Cette information contribue à mettre en lumière l'importance et l'étendue du soutien international dont le Maroc peut se prévaloir, renforçant ainsi sa position dans les négociations et les discussions à l'échelle internationale.

Il est indéniable que la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara a été largement acceptée par de nombreux pays à travers le monde. De plus, cette reconnaissance a été un véritable point de ralliement pour de nombreux États qui reconnaissent le droit et la légitimité du Maroc sur la région du Sahara. En effet, le soutien international dont le Maroc bénéficie est tout simplement impressionnant. Plus de 110 pays ont déjà accordé

leur reconnaissance à la souveraineté marocaine sur son Sahara; ce qui démontre la confiance et l'importance accordées à cette revendication. Ce nombre croissant implique souvent la signature d'accords et de traités qui renforcent les liens entre le Maroc et les pays concernés. Ces relations renforcées contribuent à conforter la position du Maroc dans les négociations et les discussions à l'échelle internationale, en lui donnant une voix forte et légitime.

Enfin, il est important de noter que la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur son Sahara a ouvert de nouvelles opportunités commerciales et économiques avec le Maroc, renforçant ainsi les liens économiques entre les nations. Cette reconnaissance encourage également les investissements étrangers dans la région, stimulant ainsi le développement économique et social du Sahara.

La France s'est finalement alignée sur la thèse du plan d'autonomie proposé par le Maroc comme la seule solution viable pour résoudre ce conflit qui n'a que trop duré dans la région. Cette décision est perçue comme un effort pour améliorer les relations entre la France et le Maroc (...)

Par Abderrazaq MIHAMOU,
Expert en Digital, Chroniqueur MCE, Membre AJI
Québec



Au Service de nos Communautés depuis 2003

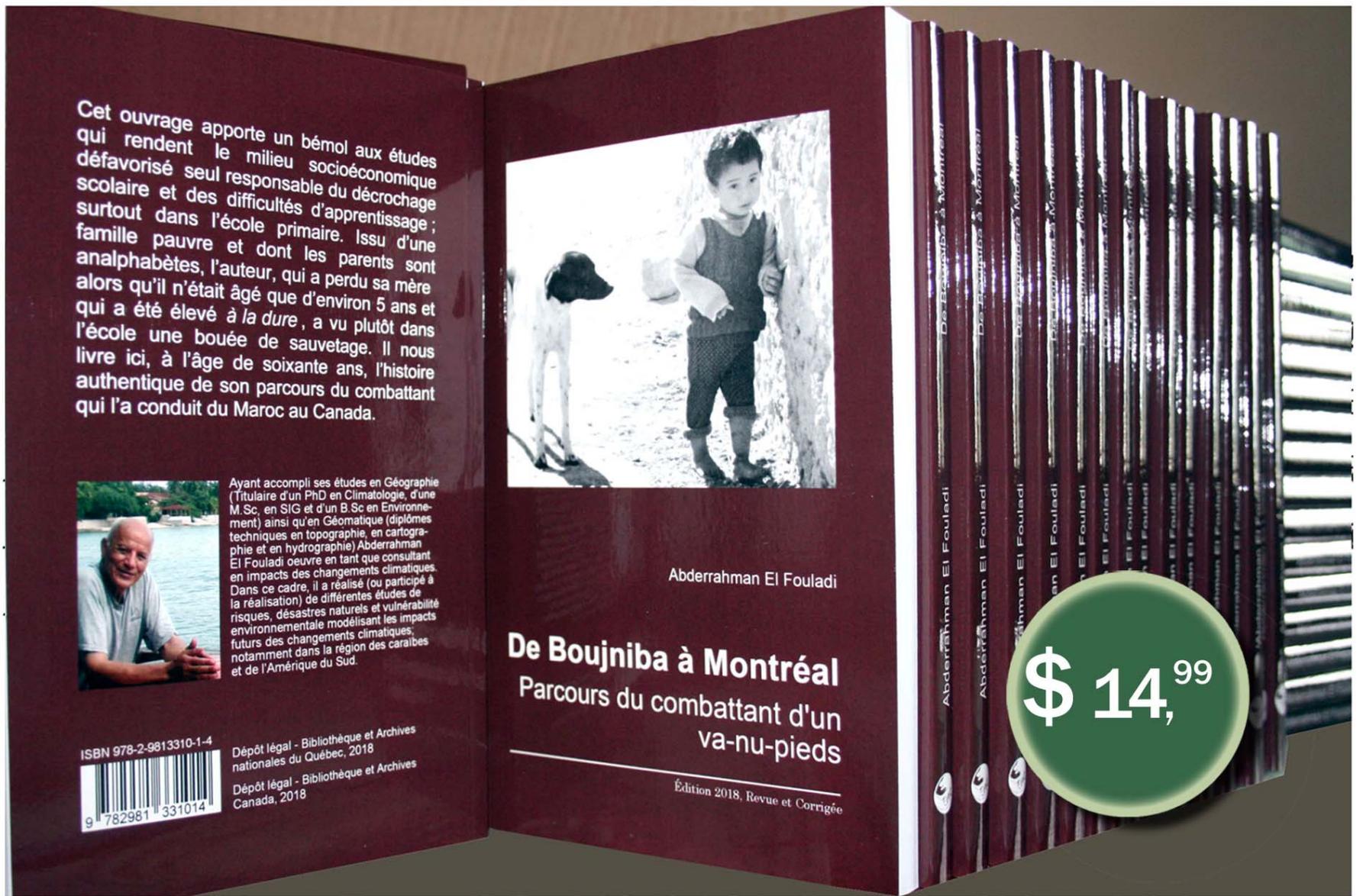
Un Grand Merci à vous tous pour votre soutien et vos encouragements !

Maghreb Canada Express
صوت المغرب وكندا

Mensuel publié au Canada depuis 2003
Distribution à Montréal et Région
ainsi que dans la ville de Sherbrooke

© Les Éditions Maghreb Canada 





De Boujniba à Montréal

"Un bras de fer entre un enfant et son destin"

Commandez votre copie dédiée

Tél. 514-576-9067

courriel : contact@elfouladi.com

Paiement : Virement interac ou chèque

Livraison gratuite au Canada

